

FMO | 020 | 0057 | 6

26-05-86

## Pretoria sauvé des sanctions de l'ONU

*Liberation*  
26/5/86 (F)

Les retombées du triple raid militaire sud-africain sur des pays voisins continuent de se faire sentir. Pretoria a été sauvé, vendredi soir, de sanctions économiques globales et obligatoires par un veto britannique et américain devant le Conseil de sécurité de l'ONU. La France a préféré s'abstenir, malgré le rejet, la veille, par Jacques Chirac, du recours aux sanctions contre l'Afrique du Sud. L'évêque Desmond Tutu a dénoncé le double veto occidental « qui permet au gouvernement sud-africain de faire la nique au reste du monde ».

Les Etats-Unis ont toutefois voulu marquer leur réprobation des raids en expulsant l'attaché militaire sud-africain à Washington, tandis que George Shultz condamnait l'action de Pretoria en termes vifs. En représailles, Pretoria a expulsé un attaché militaire américain. Signe des pressions intérieures américaines contre l'apartheid, General Motors a de son côté annoncé qu'elle ne vendrait plus de véhicules à l'armée et à la police sud-africaines.

En Grande-Bretagne, Margaret Thatcher a interdit l'entrée dans son pays de toutes les pièces d'or sud-africaines, une mesure décidée l'an dernier par le Commonwealth. Mais la véritable épreuve, pour le Premier ministre britannique, farouche opposant aux sanctions, viendra début août, avec le mini-sommet, à Londres, du Commonwealth, destiné à évaluer les résultats de la médiation des « personnes éminentes ». Le président zambien Kenneth Kaunda a déjà menacé de quitter le Commonwealth si ce dernier ne prenait pas des sanctions plus sévères.

### Conseil de sécurité de l'ONU

Journal  
26/5/86

## PARIS S'ABSTIENT DE VOTER DES SANCTIONS

UNE fois de plus la France s'est abstenue de voter pour des sanctions contre l'Afrique du Sud, vendredi soir au Conseil de sécurité de l'ONU, tandis que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne y ont opposé leur veto. Tous les autres membres de l'organisme suprême des Nations-Unies ont voté les textes réclamant notamment la rupture des relations économiques avec Pretoria dont le régime est « mis au ban de l'humanité ». C'en était trop pour les puissances impérialistes pour lesquelles le pays du racisme institutionalisé est un allié. Face à la pression de son opinion publique, Washington a toutefois pris la mesure — symbolique — d'expulser l'attaché militaire de Pretoria en poste aux USA.

A Londres, Mgr Desmond Tutu, l'évêque sud-africain, prix Nobel de la paix a rejeté comme « inacceptable » l'argument utilisé par Thatcher, Reagan et Chirac selon lequel des sanctions frapperait d'abord les victimes de l'apartheid. Si les racistes ne sont pas isolés internationalement, a déclaré le

prélat, « nous courons à la catastrophe », ajoutant que le peuple sud-africain souffrait « d'ores et déjà » de la misère, et que leurs perspectives d'avenir sont « pires encore ».

La résolution des non-alignés affirmant que le système d'apartheid « est encouragé et maintenu par le soutien politique et économique que le régime raciste reçoit de certains pays occidentaux. » Mgr Tutu l'exprimait à sa manière, samedi, lorsqu'il s'est écrié : « Je ne suis plus impressionné par l'admirable rhétorique qui nous arrive de la Grande-Bretagne et des Etats-Unis sur leur prétendue aversion à l'égard de l'apartheid. Je ne suis pas surpris de ce qui est arrivé au Conseil de sécurité de l'ONU. C'est ce qui permet au gouvernement sud-africain de se moquer du reste du monde ».

Le prélat a une fois de plus lancé à l'opinion publique un appel angoissé : « Je vous en supplie, obtenez l'application de sanctions ».